

Alternatives Economiques

www.alternatives-economiques.fr



NUMERO 284 BIS ■ OCTOBRE 2009 ■ 2€

LA JEUNESSE AU RENDEZ-VOUS **page 3** LE SUD DANS L'ÉTAU DE LA CRISE **page 4** CINQ GRANDS ENJEUX POUR LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE **page 7** LA CONSOMMATION, UN ACTE CITOYEN **page 13**



AGIR EN CITOYEN
solidaire

www.lasemaine.org

La collection de référence pour comprendre les grandes questions économiques et sociales

Jusqu'à 20 % de réduction

à paraître en octobre 2009

Les données clés pour comprendre les grands mouvements de fond de l'économie et de la société. 240 tableaux et graphiques commentés.

Inégalités, valeur ajoutée, FMI, Taux d'intérêt... toute l'économie en 1 200 définitions. Une véritable encyclopédie de poche.

Un état des lieux de l'Europe sur le plan politique, économique, social et environnemental.

Vingt-cinq fiches pour comprendre les questions qui sont au cœur du débat économique et social et les analyses des chercheurs de l'OFCE.

25 fiches de synthèses sur les grands enjeux du moment et l'analyse de tous les « points chauds » de la planète région par région.

De la révolution néolithique à la crise financière actuelle, une synthèse de l'histoire économique et sociale à partir de 38 dates clés. Une plongée dans le temps long de l'histoire qui permet de mieux comprendre le monde d'aujourd'hui.

Vous pouvez également commander ces numéros en vous connectant sur notre site internet

www.alternatives-economiques.fr/hors-serie

OFFRE SPÉCIALE jusqu'à 20 % de réduction

Oui, je souhaite profiter de votre offre spéciale, j'indique ci-dessous mon choix :

Réf.	Titres	Nbre d'ex.	Prix unitaire	Montant total
HS 82	Les chiffres de l'économie 2010		6,90 €	
HSP 40	L'économie de A à Z		12,50 €	
HS 81	L'Europe		5,30 €	
HS 80	L'état de l'économie 2009		6,90 €	
HSAI 06	L'Etat de la mondialisation 2009		9,50 €	
HSP 36	Les grandes dates de l'histoire économique		9,50 €	
Total de votre commande				
Je commande 4 exemplaires ou plus : je bénéficie de 20 % de réduction que je déduis sur le montant total :				

V284B

Frais de port offerts

Je choisis de régler :

par chèque bancaire ou CCP à l'ordre d'Alternatives Economiques

par carte bancaire (CB, Visa, Eurocard) paiement sécurisé

n° _____
Indiquez les 3 derniers chiffres au dos de votre carte : _____

Date et signature
(obligatoire si paiement par carte)

Mes coordonnées :

Nom : _____

Prénom : _____

Courriel : _____

Organisme, société : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Ville : _____

Merci d'envoyer votre commande accompagnée de votre règlement à Alternatives Economiques, Abonnements, 12, rue du Cap-Vert, 21800 Quétigny

Commandes par téléphone au 03 80 48 10 40 (paiement par CB)

Offre valable jusqu'au 31-12-2009 dans la limite des stocks disponibles et réservée à la France métropolitaine. Nous consulter pour les DOM Tom et l'étranger.

Fondateur, conseiller de la rédaction : Denis Clerc

RÉDACTION : 28 rue du Sentier 75002 Paris
Tél. 01 44 88 28 90

Courriel : redaction@alternatives-economiques.fr

Pour joindre directement votre correspondant, composez le 01 44 88 suivi des quatre chiffres entre parenthèses.

Directeur de la rédaction : Philippe Frémeaux (28 90)

Rédacteur en chef : Guillaume Duval (28 92)

Rédacteurs en chef adjoints : Sandra Moatti (95 36), Christian Chavagneux (27 38)

Secrétaire général de la rédaction : Daniel Salles (28 98)

Macroéconomie : Christian Chavagneux, Sandra Moatti

Entreprise : Marc Chevallier (27 39), David Belliard (95 39), Pascal Canfin (28 90)

Société : Louis Maurin, chef de service (28 94), Nairi Nahapétian (23 85)

Consommation : Claire Alet (23 86)

Travail, social : Camille Dorival, Laurent Jeanneau (95 38)

International : Antoine de Ravignan (95 92)

Histoire : Gérard Vindt **Livres :** Christian Chavagneux (27 38)

Ecrans : Igor Martinache **Blog-éco :** Gilles Raveaud

Agir, agenda : Nairi Nahapétian (23 85)

Secrétariat de rédaction, iconographie :

Martine Dortée (27 37), Nathalie Zemmour-Khorsi (28 96),

Charlotte Chartant (95 37)

Ont également participé à ce numéro : Laurence Estival,

Pascal Jeanne

Relations extérieures, Association des lecteurs :

Véronique Orlandi (95 90), Hélène Creix (28 90)

Comité d'orientation : Jean-Joseph Boillot, Philippe Bonzom,

Jean-Pierre Chanteau, Christian Dufour, Christophe Fourrel,

Jean-Paul Hébert, Daniel Lenoir, Bruno Magliulo, Jacques Maire,

Dominique Média, Bernard Pecqueur, Jean Pisani-Ferry,

Dominique Plihon, Hugues Sibille, Pierre Volovitch

Rédaction Web : Wojtek Kalinowski

Développement Web : Romain Dortier

DIFFUSION, PROMOTION, PUBLICITÉ

28, rue du Sentier, 75002 Paris tél. 01 44 88 28 90

Directeur du développement : David Belliard (95 39)

Directrice commerciale : Hélène Reithler (27 33)

Chargée de promotion diffusion : Aissata Seck (28 97),

Publicité, directeur de clientèle : Jérémy Martinet (27 34)

Chef de publicité : Nicolas Chabret (27 35)

ABONNEMENTS, FABRICATION

12, rue du Cap-Vert, 21800 Quétigny

Tél. 03 80 48 10 25 - Fax 03 80 48 10 34

Abonnements : Delphine Dorey (chef de service),

Courriel : abonnements@alternatives-economiques.fr

Assistante marketing : Marianne Thibaut

Directeur administratif et financier : François Colas

Comptabilité : Zineb Hemairia, Odile Villard

Rédactrices/graphistes : Odile Al Daghistani, Isabelle Alexandre,

Christine Martin, Julie Brignonon,

Conception graphique : Rampazzo.com (Paris)

Photo couverture : Marta Fraticelli

Imprimerie : Est-Imprimerie (Moullins-les-Metz)

Edité par Scop-SA Alternatives Economiques.

RC 84 B 221 Dijon, Siret 330 394 479 00043.

Le capital est partagé principalement entre les salariés de la Scop-SA,

l'Association Alternatives Economiques et la Société civile des lecteurs

d'Alternatives Economiques.

Directeur de la publication : Philippe Frémeaux

CPPAP 0314 I 84446 - ISSN 0247-3739

Dépôt légal à parution

Imprimé en France/Printed in France

© Alternatives Economiques. Toute reproduction, même partielle, des textes, infographies et documents parus dans le présent numéro est soumise à l'autorisation préalable de l'éditeur, quel que soit le support de la reproduction. Toute copie destinée à un usage collectif doit avoir l'accord du Centre français du droit de copie (CFC) : 20, rue des Grands-Augustins, 75006 Paris, tél. : 01 44 07 47 70, fax : 01 46 34 67 19.

Ce numéro a été réalisé par Alternatives Economiques pour le compte de la Semaine de la solidarité internationale.



La jeunesse au rendez-vous !

La succession de crises alimentaire, énergétique, boursière, économique ou sociale vient assombrir l'avenir de la jeunesse. Difficultés à poursuivre leurs études, à trouver un emploi ou un logement..., tout pourrait inciter les jeunes à se comporter de façon individualiste pour sortir de la précarité.

Et c'est peut-être justement parce qu'ils ne se retrouvent pas dans le schéma actuel qu'ils sont nombreux à chercher des réponses concrètes aux maux qui touchent notre société. Des actions de développement sur le terrain à la défense des droits humains, en passant par l'adoption de modes de consommation plus responsables ou l'investissement dans des projets d'économie sociale ou solidaire, la jeunesse est largement présente dans les projets de solidarité internationale.

La motivation première des étudiants qui s'investissent dans les projets de solidarité internationale est certainement de rencontrer d'autres jeunes et de vivre ainsi un véritable échange interculturel. Appuyer ces initiatives est une manière efficace de pérenniser le dialogue et le partenariat entre le Sud et le Nord, en soutenant durablement la collaboration entre les acteurs de la société civile de demain. En privilégiant le partenariat par rapport à l'assistantat, ceux qui n'agissent pas pour l'autre mais bien avec l'autre permettent à travers leurs actions de réels échanges d'outils et de pratiques, des mutualisations efficaces de l'expérimentation et de l'innovation, dont ils s'inspirent ensuite fortement.

A travers ces expériences, les jeunes prennent acte de la réalité des relations Nord-Sud. Ils comprennent plus finement les enjeux actuels. De plus en plus, ils contribuent aux réflexions qui émergent, aux formes de luttes qui évoluent. Et c'est en toute logique qu'ils veulent se faire entendre et peser dans le débat public, que ce soit sur des sujets comme la lutte contre les paradis fiscaux, les droits des migrants, la consommation de masse, la réduction des gaz à effet de serre, la gestion des ressources naturelles, etc.



D.R.

“ La Semaine de la solidarité internationale montre à tous qu'un autre monde est possible ”

Pour eux, la *Semaine de la solidarité internationale* constitue une occasion formidable de porter ces questions auprès de leur génération. Elle est aussi un moyen efficace pour se mettre en réseau et s'impliquer dans des projets collectifs ouverts et plus intergénérationnels.

Premier temps fort de l'année, cette Semaine montre à tous, à travers la valorisation de nombreuses initiatives ici et là-bas, qu'un autre monde est possible. Très bonne *Semaine de la solidarité internationale* à toutes et à tous. ■

Pascal Jeanne,

délégué général adjoint d'Etudiants et Développement, membre de la coordination de la *Semaine de la solidarité internationale*

Croissance en berne, finance atrophiée, montée de la pauvreté, les pays en développement subissent de plein fouet les conséquences de la crise financière mondiale.

Le Sud dans l'étau de la crise

Née au Nord, la crise frappe aujourd'hui durement les économies des pays en développement. Rien de bien étonnant : « *Le degré d'exposition et d'intégration aux marchés internationaux des économies des pays en développement s'est consi-*

dérablement accru ces dernières années », rappelait récemment un rapport du secrétariat de la CnuCED, la Commission des Nations unies pour le développement. Les pays du Sud ont commencé par subir le contrecoup de la crise financière, qui a tari les

apports de capitaux étrangers nécessaires au financement de leur développement. Puis la récession mondiale a fait plonger leurs débouchés commerciaux. Avec pour résultat des dégâts économiques et sociaux de grande ampleur qui s'ajoutent aux difficultés engendrées par les crises énergétiques et alimentaires.

Une perte de croissance

Selon les dernières prévisions de la Banque mondiale, les pays en développement pris dans leur ensemble devraient éviter la récession en 2009, avec une croissance de 1,2 %. Une situation en apparence enviable en comparaison du plongeon de 4 % à 5 % de l'activité attendu dans les pays du Nord. Mais si l'on excepte la Chine et l'Inde, où la croissance est restée forte (respectivement 7 % et 5 %), l'activité devrait baisser de 1,6 % en moyenne dans le reste du monde en développement, même si quelques pays d'Asie semblent s'en sortir rapidement. Certes, la Banque mondiale prévoit le retour à une progression positive du produit intérieur brut (PIB) en 2010, mais ce sera sur un rythme ralenti de 2,5 %, loin des 5 % observés ces dernières années.

Pourquoi ces difficultés ? La baisse de la demande intérieure dans les pays du Nord a eu pour effet de contracter les échanges commerciaux internationaux, notamment la demande adressée aux pays du Sud. Alors même que les dérèglements financiers perturbaient les financements nécessaires à la bonne marche du commerce international. Ces deux évolutions conjugu-



Solidarité Laïque

Le droit à l'éducation de qualité pour tous est au cœur des préoccupations de Solidarité Laïque, qui relaie en France la Campagne Mondiale pour l'Éducation.

guées pèsent lourdement sur les exportations des pays en développement, dont la baisse est supérieure à 20 % en rythme annuel.

Par ricochet, ce recul freine fortement l'activité productive domestique. Il plombe aussi les recettes budgétaires et creuse les déficits publics : les ressources fiscales au Sud dépendent en effet pour un peu plus de 40 % des impôts sur la production, la consommation et le commerce international (contre environ 30 % au Nord). Selon les estimations de la Banque africaine de développement, le solde budgétaire des pays d'Afrique subsaharienne devrait passer d'un surplus de 2,8 % du PIB en 2008 à un déficit de 5,4 % en 2009 : cette

De nombreux pays sont contraints de tailler dans les dépenses de santé, d'éducation ou d'infrastructures

détérioration impressionnante de plus de 8 points de pourcentage en un an s'explique pour les deux tiers par la chute des recettes fiscales provoquée par le recul de l'activité.

Cette dégradation des comptes publics contraint nombre de pays à pratiquer des politiques d'austérité budgétaire, lesquelles aggravent leur situation, aussi bien sur le plan conjoncturel que structurel. Ils sont ainsi conduits à tailler dans les investissements de fond que sont les dépenses de santé, d'éducation, de construction d'infrastructures, etc. Ils se révèlent en outre peu à même de pratiquer des politiques de relance car ils ont bien plus de difficultés à financer leur dette publique que les pays du Nord.

Comme à chaque période de troubles financiers, les investisseurs internationaux prennent peur : certains réduisent leurs apports de capitaux au Sud, considéré comme une zone risquée, d'autres accroissent le niveau des taux d'intérêt qu'ils réclament à ces pays et aux entreprises des pays émergents. Quant à l'aide au développement, qui avait légèrement progressé ces dernières années pour atteindre 119,8 milliards de dollars en 2008, elle risque d'être la première sacrifiée à l'heure où les pays riches cherchent eux aussi à faire des économies. Même si, grâce à ses ventes d'or, le Fonds monétaire international (FMI)

“

Les pays pauvres payent leur trop grande dépendance vis-à-vis des exportations de matières premières et de produits peu diversifiés”

Un élan coupé net

Peut-on évaluer les effets de la crise sur les moyens que les Etats les plus pauvres consacrent au développement : éducation, santé, investissements... ?

Il est encore trop tôt pour en avoir une image précise, mais les pays les moins avancés comme les pays émergents sont bel et bien touchés, et gravement. L'Afrique subsaharienne, malgré toutes ses difficultés, avait retrouvé depuis 1996 une croissance annuelle d'environ 6 %. Celle-ci est tombée à 1,5 % en 2009 : son élan a été coupé net. Une situation dramatique sur ce continent où les besoins sont immenses.

La crise dans les pays riches, financière puis économique, s'est propagée au Sud, y compris dans les pays les moins avancés (PMA), via la chute des prix des matières premières, le ralentissement de la demande au Nord de produits importés et la baisse des transferts effectués par les travailleurs migrants. Cette diffusion a été rapide et a fait voler en éclats la théorie du « découplage » qui prévalait encore chez les analystes fin 2008. Beaucoup disaient alors : « Pour une fois que les marginalisés de la mondialisation vont échapper à la crise. » On voit ce qu'il en est !

Les annonces faites par la communauté internationale au profit des PMA sont-elles à la hauteur ?

Il y a eu un réel engagement des Etats du G8 et du G20. Les

Marché couvert de Tunis. Les pays du Sud où existe un marché interne plutôt dynamique s'en sortent mieux.

ENTRETIEN



D. R.

Hakim Ben Hammouda*, directeur de l'Institut de formation et de coopération technique (IFCT) à l'OMC

appels du FMI, de la Banque mondiale ou des banques régionales de développement ont été entendus. Mais comme il a été possible de le constater au Caire lors de la réunion des ministres africains des finances en juin dernier, l'inquiétude aujourd'hui ne porte pas tant sur le niveau des promesses que sur la réalité de leur mise en œuvre.

Les pays pauvres tirent-ils des leçons de la crise ?

Ils payent la trop grande dépendance de leurs économies vis-à-vis des exportations de matières premières et de produits peu diversifiés. Les pays intermédiaires, comme le Maroc, la Tunisie ou l'Ile Maurice, où il existe un marché interne plus dynamique, s'en sortent mieux. La réflexion sur cette situation de dépendance continue d'avancer et l'intégration régionale est, par exemple, au cœur des discussions entre Etats africains. Malheureusement, je n'en vois pas plus aujourd'hui qu'hier de réelle traduction concrète. ■

Propos recueillis par Antoine de Ravignan

* Précédemment en poste à la commission économique de l'ONU pour l'Afrique (CEA), Hakim Ben Hammouda vient de publier : *La crise, origine et perspectives*, éd. Ellipses, 2009. Blog : www.hakimbenhammouda.com



BOURGET - ALPAGRA/ANTIA



Richard Garry - Galthe.com

Kigali (Rwanda). Les flux financiers en provenance des migrants pourraient diminuer de 5 % à 8 % cette année, et faire basculer 55 à 90 millions de personnes dans la pauvreté.

↳ a annoncé fin juillet une augmentation de 17 milliards de dollars d'ici à 2014 de ses prêts aux pays les plus pauvres.

Dégâts humains

L'instabilité financière et les pertes de croissance qu'elle provoque dans les pays du Sud ont des conséquences désastreuses sur les populations pauvres de ces pays. Selon les estimations fournies en juin par l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le nombre de personnes souffrant de malnutrition devrait battre un triste record historique cette année, avec 1,02 milliard de personnes concernées, dont les deux tiers en Asie. « *Un mélange dangereux constitué par le ralentissement de l'économie mondiale et la flambée persistante des prix des denrées alimentaires dans de nombreux pays a fait sombrer dans la faim et la pauvreté chroniques quelque 100 millions de personnes de plus par rapport à l'an dernier* », expliquait en

juin dernier Jacques Diouf, le directeur général de la FAO.

De fait, ces populations doivent faire face aux fluctuations erratiques des prix des matières premières. Entre 2007 et le début de l'été 2008, le prix du pétrole comme celui des principales céréales ont fortement augmenté. Si quelques économies rentières ont pu en profiter, cette flambée a entraîné des pénuries énergétiques et de nombreuses émeutes de la faim dans une majorité de pays. L'effondrement des prix observé au cours du second semestre 2008 a toutefois contribué à diminuer les déficits extérieurs des pays pauvres importateurs d'énergie et à rendre les produits agricoles plus accessibles aux plus démunis. Mais depuis, de manière paradoxale en période de récession et de faible demande mondiale, les prix des matières premières et des produits agricoles sont repartis à la hausse. Pour des raisons largement liées à la spéculation : ayant perdu leurs terrains de jeux habituels sur les marchés du Nord, les financiers cherchent à faire de l'argent en jouant avec la nourriture, ou plutôt avec son prix, et avec le prix de l'énergie.

Cette instabilité est source de gros problèmes pour les populations du Sud. Quand les prix sont bas, les importations évincent les producteurs locaux et contribuent à faire des 1,3 milliard de paysans du Sud des travailleurs pauvres. Quand les prix sont hauts, les pauvres urbains n'ont plus accès à une nourriture devenue trop chère, sans que cette flambée suffise à inciter les producteurs locaux à investir pour offrir davantage, tant la volatilité des

prix et l'insuffisante organisation des filières locales limitent souvent leur capacité à bénéficier de leurs efforts.

L'argent tari des migrants

La transmission de la crise des pays du Nord vers ceux du Sud passe, enfin, par un autre canal : la baisse des revenus des migrants. L'OCDE note une diminution des flux des migrations professionnelles, notamment à destination des Etats-Unis, du Royaume-Uni, de l'Espagne et de la France. De plus, les travailleurs étrangers sont parmi les premiers touchés par la crise. En Espagne, aux Etats-Unis et en Irlande, le taux de chômage des immigrés a doublé. Comme l'explique Jean-Christophe Dumont, expert des migrations internationales à l'OCDE, « *les immigrés sont surreprésentés dans les secteurs où l'emploi est le plus sensible aux chocs conjoncturels, notamment le BTP et l'hôtellerie-restauration* ». Et il ajoute : « *Les immigrés ont en moyenne des contrats de travail qui sont moins protecteurs.* » Enfin, « *on ne peut pas exclure le fait que les immigrés soient exposés à des licenciements sélectifs* » (1).

Résultat : les flux financiers en provenance des migrants pourraient diminuer de 5 % à 8 % cette année, soit un manque à gagner de 15 à 24 milliards de dollars sur une enveloppe que la Banque mondiale estimait à 305 milliards en 2008. Si ces transferts ne représentent en moyenne que 2 % du PIB des pays en développement, ils dépassent 10 % dans de nombreux pays d'Amérique centrale et des Caraïbes et se rapprochent de ce seuil dans des pays aussi peuplés que le Vietnam, le Maroc ou le Bangladesh. Au total, le repli de ces transferts devrait faire basculer 55 à 90 millions de personnes dans la pauvreté en 2009.

La crise fait ainsi subir aux pays du Sud une triple peine : croissance en berne, finance atrophiée et montée de la pauvreté. Et les perspectives ne sont guère réjouissantes, avec une reprise lente de la croissance et des financements, sauf... pour jouer sur les Bourses locales ou les marchés de matières premières. Avec le recul, l'ouverture aux grands vents de la finance internationale et la crise des *subprime* resteront comme l'un des pires maux de l'histoire des pays du Sud. ■

Christian Chavagneux

(1) Voir www.oecd.org/dataoecd/57/37/43234657.pdf

Une dépendance accrue à l'égard des marchés

L'intégration croissante des pays en développement aux marchés de capitaux internationaux les a ainsi rendus plus exposés aux conséquences de la crise financière, qui a fermé le robinet du crédit. Selon les estimations de la Banque mondiale, l'ensemble des financements à destination du monde en développement a dégringolé de 37 % en 2008, avec un effondrement au cours du dernier trimestre. Les estimations de l'Institute of International Finance (IIF) pour les seuls pays émergents tablent sur une nouvelle chute de près de 65 % des flux financiers extérieurs privés pour 2009. Ce qui signifie moins de capitaux pour investir et moins de crédits à l'économie. Par ailleurs, les investissements directs des multinationales devraient fortement diminuer

cette année, notamment à destination des pays émergents (-20 %, selon l'IIF).

Les banques, de leur côté, aux prises avec une crise historique, ont également sérieusement réduit leurs crédits à destination du Sud, y compris ceux de court terme, nécessaires au financement du commerce international. Le montant des sommes remboursées aux banques devrait ainsi excéder en 2009 celui des nouveaux prêts.

Pour couronner le tout, la capacité des Etats et des entreprises du Sud à pallier cette fermeture du robinet du crédit en empruntant sur les marchés reste très limitée. Les investisseurs internationaux soit demeurent frileux, soit exigent des taux d'intérêt très élevés. De quoi gonfler fortement la dette. ■

Cinq grands enjeux pour la solidarité internationale

Relancer la petite **agriculture familiale** au Sud, renforcer et améliorer l'**aide publique au développement**, revoir les règles du **commerce international** dans le sens de l'intérêt de tous, réinventer une **gouvernance mondiale**, lutter contre le **changement**

climatique en faisant droit aux besoins des populations pauvres... Les crises alimentaire, économique et sociale qui ébranlent le monde depuis deux ans confirment la pertinence de ces cinq grands défis pour construire un monde solidaire.

1 DÉVELOPPER L'AGRICULTURE AU SUD

Touchés par la crise agricole et la crise économique, les pays du Sud s'enfoncent dans la pauvreté. Sur fond d'insécurité alimentaire croissante, seule la mise en place d'un nouveau modèle agricole per-

mettra le développement de la production agricole et l'accès de tous à la nourriture.

Un an après les émeutes de la faim du printemps 2008 et en dépit de l'accalmie des prix sur les marchés mondiaux des produits agricoles, l'insécurité alimentaire s'accroît : le cap du milliard de per-

sonnes souffrant de la faim sera dépassé en 2009, soit une progression de 100 millions par rapport à 2008, selon l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation

Rizières en Inde. Pour assurer leur sécurité alimentaire, les pays du Sud doivent investir massivement dans leur agriculture, notamment familiale.



> et l'agriculture (FAO). Premières victimes : les petits producteurs des pays du Sud, qui représentent 70 % des habitants de la planète souffrant de malnutrition ; ils ne parviennent pas à dégager de leur activité des moyens suffisants pour subvenir à leurs besoins.

Le problème d'accès à la terre, aux intrants ou le manque de moyens financiers pour favoriser le développement des circuits de stockage ou de distribution n'a pas permis une augmentation de la productivité dans l'agriculture. En Afrique subsaharienne, où la production de céréales par hectare n'a pas progressé depuis le milieu des années 1980, les paysans dégagent une production de 12,3 quintaux par hectare, contre 30,9 en Asie ou 54 en Europe. Même constat pour le riz : la Guinée en produit 1,5 tonne par hectare, contre 7 tonnes dans des pays comme la Thaïlande, qui a recours à l'irrigation.

De plus, l'ouverture des frontières, préconisée par l'Organisation mondiale du commerce (OMC), qui devait favoriser la sortie de la pauvreté de ces Etats, s'est en réalité retournée contre eux. Les producteurs ont été concurrencés par les importations de produits alimentaires moins onéreux que les produits locaux, car bénéficiant de coûts de production plus favorables ou de subventions.

Cette politique a longtemps profité aux consommateurs urbains, mais l'envolée des cours des matières premières agricoles au printemps dernier a modifié la donne, augmentant la facture des Etats ayant recours aux importations pour assurer leur sécurité alimentaire. Cette hausse des prix a écorné le pouvoir d'achat des consommateurs, entraînant un repli des achats alimentaires et une

progression de la malnutrition, encore accrue du fait de la crise économique mondiale : la baisse des échanges commerciaux mondiaux – qui devrait être de 7 % cette année dans les pays en développement, selon l'OMC – menace beaucoup d'emplois liés aux exportations quand nombre d'entreprises, faute de perspectives, diffèrent leurs investissements. Résultat : la pauvreté progresse

Le cap du milliard de personnes souffrant de la faim sera dépassé en 2009, soit une progression de 100 millions par rapport à 2008

dans tous les pays. Sur les 38 millions de chômeurs et les 75 millions de travailleurs pauvres gagnant moins de deux dollars par jour, prévus d'ici à la fin de l'année par le Bureau international du travail (BIT), les deux tiers se trouvent dans les pays du Sud.

Face au double choc créé par la crise alimentaire et par la crise économique mondiale, les gouvernements des pays en développement sont impuissants : leurs marges de manœuvre budgétaires, déjà minces, sont aujourd'hui quasiment inexistantes. Dans ce contexte, leur engagement de consacrer 10 % de leur produit intérieur brut (PIB) à l'agriculture (contre 4 % aujourd'hui) s'éloigne.

Les Etats riches du Nord tardent, quant à eux, à concrétiser leurs promesses d'il y a un an. En juin 2008, ils s'étaient pourtant mis d'accord

pour accorder une rallonge de 15 milliards de dollars aux pays du Sud afin de soulager ceux fortement dépendants des importations pour assurer leur sécurité alimentaire. Or, seuls 10 % de cette somme ont été versés à ce jour... Il en va de l'aide d'urgence comme de l'aide publique au développement. La promesse d'y consacrer 0,7 % de leur PIB a bien du mal à se réaliser. « *De sommet en sommet, on assiste à de grandes déclarations sur la faim et on lance des promesses de dons. Mais il n'y a ni suivi ni sanctions* », déplore Olivier de Schutter, rapporteur spécial de l'Organisation des Nations unies pour le droit à l'alimentation (1). Et ce, en dépit de l'urgence déclarée. Car il est illusoire de croire que les tensions vont s'estomper avec la relance ou de prendre la flambée des prix observée l'année passée comme une simple poussée de fièvre sans lendemain.

Reconnaissant, au plus fort de la crise alimentaire du printemps dernier, les limites des seules lois du marché pour assurer la sécurité alimentaire des pays du Sud, le Fonds monétaire international (FMI) avait souligné la nécessité d'investir massivement dans la modernisation des agricultures locales, réhabilitant les politiques agricoles. Pour développer leur production, les paysans du Sud qui ne disposent pas de ressources suffisantes doivent bénéficier de crédits pour acheter les intrants nécessaires (semences, engrais, produits phytosanitaires...), de formation, mais aussi de prix rémunérateurs leur permettant de rentabiliser leurs investissements.

La mise en place de véritables politiques agricoles n'est toutefois envisageable que si, parallèlement, les gouvernements se protègent des importations. « *Il faut réinvestir massivement dans l'agriculture des pays du Sud, notamment dans l'agriculture familiale, pour permettre à ces Etats de nourrir leur population et assurer ainsi leur sécurité alimentaire au lieu de recourir à des importations. Sans quoi les difficultés actuelles ne feront que s'aggraver* », conclut Ambroise Mazal, chargé de mission souveraineté alimentaire au Comité catholique contre la faim et pour le développement (CCFD-Terre Solidaire). ■

Laurence Estival

(1) *Le Monde Economie*, 30 juin 2009.

L'accès à la terre, un enjeu Nord et Sud

L'Union européenne, à travers ses politiques agricole, commerciale, énergétique et de développement, a une responsabilité vis-à-vis du droit à la terre dans le monde.

Peuples solidaires a lancé la campagne « L'accès à la terre, un enjeu Nord et Sud », à l'occasion des élections européennes du 7 juin dernier. Notamment pour mettre fin, dans le contexte de crises alimentaire, économique, financière et environnementale, à la course mon-

diale au rachat de terres par des gouvernements étrangers, des entreprises ou des acteurs financiers, au détriment des petits paysans. Peuples solidaires poursuit son travail de plaidoyer, notamment auprès des eurodéputés, avec pour horizon la réforme de la politique agricole commune (PAC) prévue en 2013. ■

Pour en savoir plus : www.peuples-solidaires.org



2 AIDER EFFICACEMENT LE SUD

Le débat revient sans cesse : l'aide publique au développement serait inutile. De fait, une bonne partie des pays qui ont engagé des processus de rattrapage l'ont fait sans bénéficier d'aide, tandis que d'autres, en dépit de l'aide reçue, demeurent enfermés dans le sous-développement et la pauvreté. La question est cependant mal posée. Au-delà des problèmes bien réels liés à l'absence, dans trop de pays, d'un Etat réellement soucieux de promouvoir le développement, les pays du Sud sont aussi victimes d'une aide souvent mal dispensée ou associée à des conditions qui en annulent les effets positifs.

Surtout, les pays donateurs tirent prétexte des problèmes rencontrés pour justifier leur incapacité à atteindre les buts qu'ils s'étaient eux-mêmes fixés lors de la définition des Objectifs du millénaire pour le développement, adoptés en 2000 par les Nations unies. Alors que les effets de la crise financière se font durement sentir dans de nombreux pays du Sud, que les crises énergétiques et alimentaires qui l'ont juste précédée risquent fort de se reproduire dans un avenir proche, toute diminution de l'aide enverrait un signal extrêmement négatif de repli sur soi de la part des pays riches.

Les principes de l'aide publique ont néanmoins besoin d'être revus. D'abord, dans un sens plus responsable politiquement : les pays du Nord devraient

revoir les critères de conditionnalité qu'ils imposent aux pays du Sud. En acceptant notamment l'idée que

le tout-libéral n'est pas la solution et qu'aucune trajectoire historique n'est reproductible à l'identique : à chaque pays son histoire, son Etat, ses compromis sociaux, dans lesquels le soutien des pays riches doit s'inscrire, plutôt que de chercher à imposer un modèle unique universel. En mettant ensuite en accord leurs pratiques avec leur discours, et donc en arrêtant d'apporter leur soutien à des régimes douteux pour des raisons purement clientélistes.

Enfin, l'aide ne doit pas conduire à entretenir la dépendance des pays du Sud. Par exemple, un des problèmes du Sud aujourd'hui réside dans la difficulté qu'ont les Etats à mobiliser leurs richesses via un système fiscal assis sur les revenus locaux, au lieu de taxer sans discernement les importations et les exportations. Aider à développer un tel système permettrait aux gouvernements d'obtenir une partie des recettes nécessaires au financement des infrastructures publiques et de devenir moins dépendants des apports extérieurs. Par ailleurs, la mise en œuvre du système fiscal est un élément essentiel de la construction d'un Etat moderne contraint de rendre des services concrets à sa population en contrepartie des prélèvements qu'il lui impose.

Au-delà, les enjeux liés à l'aide ne tiennent pas seulement à son niveau. Cette aide n'atteint en effet même pas



Alessandro Lanzetta - Collectif Creajama

Atelier sur le système fiscal au Forum social mondial. Pour que les pays du Sud deviennent moins dépendants, il faut les aider à développer un système fiscal assis sur les revenus locaux.

la moitié du 0,7 % du produit intérieur brut (PIB) des pays riches promis jadis par eux. Le problème provient aussi de l'absence de stabilité des financements. Une solution serait de développer l'aide multilatérale financée par une taxe globale, comme le fait par exemple l'Union européenne pour ses propres régions avec les fonds structurels. Cela supposerait cependant à la fois un accord entre Etats pour confier à une organisation internationale acceptée par tous comme légitime le soin de prélever cette ressource, qu'une assiette stable soit définie et que l'usage des ressources soit efficacement contrôlé. Nous n'en sommes pas là, mais le débat est ouvert. ■

Philippe Frémeaux

3 RÉGULER AUTREMENT LE COMMERCE INTERNATIONAL

La libéralisation du commerce international a provoqué une formidable progression des échanges... jusqu'à la crise actuelle. En 1970, les importations et les exportations représentaient en moyenne 20 % du produit intérieur brut (PIB) mondial. En 2007, ce chiffre était monté à 51 % en moyenne mondiale. Et c'est dans les pays aux revenus les plus bas que cette proportion est à la fois la plus importante et a le plus progressé. Mais, contrairement aux promesses du libre-échange promu

par l'Organisation mondiale du commerce (OMC), ce processus n'a pas réduit les inégalités.

En 1960, les 710 millions d'habitants des pays riches gagnaient en moyenne 8 654 dollars, soit trente fois le revenu d'un des 399 millions d'habitants des pays classés comme pauvres par la Banque mondiale. En 2007, le revenu moyen des pays riches est parvenu à 28 277 dollars, soit 89 fois le revenu moyen du 1,3 milliard d'habitants des pays pauvres. Cela ne signifie pas que les habitants des pays du Sud vivent en moyenne plus mal qu'il y a trente ans, mais que la mondialisation

libérale a contribué à creuser encore l'écart entre les plus riches et les plus pauvres.

Certains pays ont certes tiré leur épingle du jeu, notamment en Asie, mais ce n'est pas en appliquant la vulgate libérale qu'ils y sont parvenus. Au contraire, ils lui ont résisté tout en sachant tirer profit de la libéralisation des échanges. Ils ont su, et pu, protéger leurs marchés et leurs entreprises et appliquer des politiques industrielles et agricoles volontaristes selon les préceptes mercantilistes les plus traditionnels.

Cette attitude n'est pas nouvelle : seuls les Etats dominants sont de grands défenseurs du libre-échange. <>

SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

Coopérative Cecocafen au Nicaragua.

Max Havelaar est en charge de la certification et de l'accompagnement de cette coopérative.

Les Etats-Unis ne le sont ainsi devenus qu'une fois que les deux guerres mondiales eurent fait d'eux la première puissance économique mondiale. Tout en maintenant de sérieuses protections pour eux-mêmes dans les domaines où ils le jugeaient utile. La marche vers le libre-échange a eu, en revanche, des effets dévastateurs sur les pays en développement qui n'ont pas pu ou pas voulu s'en protéger. Le problème est particulièrement dramatique dans le domaine agricole.

Le protectionnisme est-il pour autant la clé du développement des pays du Sud ? S'il s'agit d'un protectionnisme accru de la part des pays riches, évidemment non. Au cours des dernières décennies, la Corée du Sud et la Chine ont pu sortir du sous-développement parce qu'elles ont su protéger leurs propres marchés et mettre en œuvre des politiques publiques volontaristes. Mais aussi parce qu'elles ont pu accéder de manière relativement aisée aux marchés des pays riches ; elles se sont ainsi confrontées aux exigences du marché mondial et ont développé



Max Havelaar

des unités de production compétitives. La capacité éventuellement rendue aux pays du Sud de protéger davantage leurs propres marchés n'a d'ailleurs en elle-même aucun effet miraculeux. Il faut aussi des politiques nationales en faveur du développement.

N'oublions pas que si le dogme du libre-échange a pu s'imposer à partir des années 1970, c'est aussi sur la base des échecs antérieurs de pays comme l'Algérie, l'Argentine ou l'Egypte, qui ne sont pas parvenus à développer une industrie compétitive et diversifiée à l'abri de droits de douane élevés.

L'enjeu pour les pays en développement est donc à la fois de mettre leurs ressources au service de leur développement et de parvenir, sur le plan commercial, à imposer des logiques asymétriques, leur permettant d'accéder au marché mondial tout en protégeant certaines activités, notamment dans le domaine agricole. Le choix d'une ouverture sélective, notamment via la constitution de marchés communs régionaux, constitue également un enjeu essentiel pour les pays disposant d'un marché intérieur étroit, notamment en Afrique ou en Amérique latine.

Mais de tels choix supposent d'échapper à la logique de réciprocité qui a cours à l'OMC. Il faut aussi, dans l'intérêt des populations, obtenir que soient intégrées dans les règles commerciales les normes sanitaires, environnementales et sociales, pour autant qu'elles ne servent pas d'outil protectionniste de substitution pour les pays riches. ■

Guillaume Duval

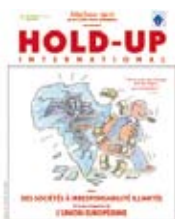
Doha or not Doha

Le blocage actuel des négociations sur le cycle de Doha est loin d'être une catastrophe pour les pays pauvres.

La Banque mondiale le reconnaît elle-même. Ce blocage n'est pas non plus une victoire du Sud, car il est surtout dû à l'incapacité des Etats-Unis et de l'Union européenne à trouver un compromis avec le Brésil sur la libéralisation des échanges agricoles sou-

haitée par ce dernier pays. N'oublions pas qu'en parallèle, les Etats-Unis comme l'Union européenne ont multiplié les traités commerciaux bilatéraux, des traités qui conduisent les pays en développement à accepter des conditions souvent moins favorables que celles qu'ils auraient pu obtenir dans le cadre plus multilatéral de l'Organisation mondiale du commerce. ■

Le hold-up international des multinationales



Au-delà des milliards injectés en urgence dans l'économie, la réponse des dirigeants à la crise actuelle porte essentiellement sur une timide régulation du secteur financier.

En revanche, rien n'est fait pour réguler l'activité des multinationales, alors que leurs comportements, notamment dans les pays du Sud, se traduisent trop souvent par des violations des droits sociaux et syndicaux,

par des atteintes à l'environnement... sans oublier l'évasion fiscale, source de pertes de recettes publiques des pays pauvres.

En réaction, le CCFD-Terre Solidaire et Oxfam France-Agir ici ont lancé, à l'occasion des élections européennes de juin 2009, la campagne « Hold-up international ». Objectif : obtenir une meilleure régulation européenne des entreprises afin de limiter leurs impacts négatifs au Sud. ■

Pour en savoir plus : www.oxfamfrance.org/evasionfiscale et www.ccfid.asso.fr/hold-up

4 DÉMOCRATISER LA GOUVERNANCE MONDIALE

La crise financière a contraint les Etats du G8 à ouvrir leur cercle aux pays émergents. Compte tenu de la puissance économique acquise par des pays comme la Chine, l'Inde ou le Brésil, il a semblé indispensable d'associer ces pays à la table de négociations afin de discuter des solutions à mettre en œuvre.

Pour autant, cette ouverture est bien insatisfaisante. La dynamique de ce G8 élargi qu'est le nouveau G20, engagée hors du système des Nations unies, témoigne d'un retour aux négociations directes entre grands Etats. Et non de l'émergence d'une réelle gouvernance de la planète dans l'intérêt de l'humanité tout entière. La montée des pays émergents, de ces nouvelles « grandes puissances » issues du Sud, si elle se trouve reconnue de façon informelle par cette invitation à participer au club des riches, n'est pas réellement le signe d'une avancée vers plus de démocratie dans la gouvernance mondiale. Notamment, elle n'augure en rien d'une meilleure représentation des intérêts des pays les plus pauvres et de leur population. Le fait de peser 80 % du produit intérieur brut (PIB) et 75 % de la population mondiale ne donne pas de légitimité pour parler au nom des 25 % les plus pauvres.

Assurer une gouvernance mondiale plus démocratique implique aujourd'hui deux choses : renforcer le système des Nations unies, seule organisation rassemblant l'ensemble de la communauté internationale ; continuer à construire une société civile internationale qui s'efforce de penser et de défendre ce que pourrait être un intérêt général mondial.

Renforcer les Nations unies suppose d'accroître leur légitimité. L'enjeu est moins de redonner plus d'autorité à

l'Assemblée générale face au Conseil de sécurité que de modifier la com-

position de ce dernier pour refléter plus fidèlement les différentes composantes de la communauté internationale. Mais ce qui a été fait de manière informelle au G20, dont les décisions n'ont aucun pouvoir contraignant, demeure encore hors d'atteinte aux Nations unies. Alors même que la composition actuelle du Conseil de sécurité, tout au moins de ses membres permanents disposant du droit de veto, devient chaque jour moins représentative. Ce rassemblement des vainqueurs du second conflit mondial exclut non seulement des puissances économiques comme l'Allemagne ou le Japon, mais il ne comprend – hors la Chine – aucun représentant des grands pays émergents et en développement. L'Amérique latine, l'Afrique, le Moyen-Orient ou l'Asie du Sud ne comptent aucun représentant permanent.

Si chacun s'accorde, publiquement, pour considérer cette situation comme inacceptable, les voies d'une modification de la composition du Conseil demeurent difficiles à dégager. Sachant qu'un élargissement devrait être validé par l'ensemble des membres actuels et un vote à la majorité des deux tiers de l'Assemblée générale, aucun consensus n'a jusqu'à présent émergé. Au-delà de sa composition, ce sont aussi les compétences du Conseil qui pourraient être élargies pour dépasser le terrain de la seule sécurité militaire et s'étendre à la sécurité économique, sociale et environnementale.

En attendant, il faudrait aussi réformer les institutions financières internationales. Là encore, les nouveaux rapports de force devraient finir par modifier le tour de table du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale. Pour autant, le pouvoir devrait y demeurer dans les mains des plus gros



Forum social mondial à Belém (Brésil). Réfléchir à un intérêt général mondial est plus que jamais nécessaire.

actionnaires de ces deux institutions. Et si leur philosophie a évolué ces dernières années vers un libéralisme plus tempéré, c'est moins sous l'effet des pressions de l'opinion publique mondiale ou des pays en développement que de la stricte logique des intérêts des pays les plus riches : ils considèrent désormais, du fait même de la montée des émergents, que le libéralisme à tous crins n'a pas que des vertus...

Dans un tel contexte, penser à un intérêt général mondial, qui aille au-delà de la cote mal taillée des compromis entre Etats, est plus que jamais nécessaire. Les premiers jalons ont été posés par les forums sociaux mondiaux. Ce travail continue d'être mené, au quotidien, par toutes les organisations sociales qui, par leur dialogue et par leur mise en réseau, sont parvenues à mettre en place un processus de confrontation des valeurs et des intérêts. Un espace mondial de débat démocratique est ainsi en passe d'émerger, même s'il ne suscite plus le même intérêt médiatique aujourd'hui qu'hier. Face aux petits compromis noués par les grands Etats, qui méprisent bien souvent les intérêts des plus faibles, les organisations citoyennes doivent montrer le chemin. ■ **Ph. F.**

5 ÊTRE SOLIDAIRES CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE

La question climatique offre un bon résumé des contradictions du monde à la fois global et fragmenté dans lequel nous vivons. Le problème du changement climatique concerne en

effet l'ensemble de la planète ; le monde entier va en subir les conséquences et aucun pays ne peut s'en protéger seul ni être indifférent aux conséquences de sa propre inaction ou de celle des autres. Mais la mise en œuvre d'une solution suppose d'établir

une entente entre des Etats qui en sont responsables à des degrés divers et dont les capacités à y répondre sont fort différentes. Tel est l'enjeu de la conférence de Copenhague, qui se déroulera en décembre 2009. Elle doit ainsi définir un nouveau mécanisme destiné à prendre la suite du protocole de Kyoto, après 2012, et établir un



John MacDougall - AFP

Sculptures de glace de Nele Azedo, à Berlin. L'enjeu de la conférence de Copenhague est d'établir un compromis juste entre pays riches, pays émergents et pays pauvres, face au changement climatique.

↳ compromis juste entre pays riches, pays émergents et pays pauvres, capable de limiter les émissions de gaz à effet de serre et de lutter contre le changement climatique et ses effets.

Lors de la négociation du protocole de Kyoto, adopté en 1997 et entré en vigueur en 2005, seuls les pays riches avaient dû souscrire à des engagements contraignants de réduction de leurs émissions de gaz à effet de serre. En effet, la convention cadre des Nations unies de 1992, qui pose les grands principes des négociations internationales sur le sujet, enjoint aux Etats parties de préserver le système climatique « sur la base de l'équité et en fonction de leurs responsabilités communes mais différenciées et de leurs capacités respectives ». Les pays développés doivent ainsi « être à l'avant-garde », et les « besoins spécifiques » ainsi que « la situation spéciale » des pays en développement « pleinement » pris en compte.

Ces principes signifient en pratique que les pays du Nord, qui ont pollué

l'atmosphère depuis le début de la révolution industrielle pour asseoir leur prospérité actuelle, doivent assumer leurs responsabilités, sans enlever pour autant le rattrapage économique des pays du Sud, dont des centaines de millions de citoyens vivent encore dans la misère. Cette position s'appuie sur des réalités difficilement contestables. Environ 80 % des gaz à effet de serre accumulés dans l'atmosphère proviennent bien des pays développés, et ceux-ci demeurent, pris dans leur ensemble, les plus gros émetteurs. Pour s'en tenir aux rejets qui proviennent des combustibles fossiles, les émissions moyennes de CO₂ d'un Chinois (4,28 tonnes), d'un Brésilien (1,76 tonne) ou d'un Indien (1,13 tonne) – pour ne pas parler des habitants des pays moins avancés – sont encore sans commune mesure avec celles d'un Européen (8,07 tonnes) ou d'un Américain (19 tonnes), selon l'Agence internationale de l'énergie (AIE).

Il n'en reste pas moins que les émissions des grands pays émergents croissent à vive allure. Depuis 1990, celles de la Chine ont fait un bond de 152 %, selon l'AIE. Au point que ce pays est devenu en 2007 le premier émetteur mondial de gaz carbonique, devant les Etats-Unis. A ce rythme, même si les pays développés faisaient demain preuve d'une nouvelle et exemplaire sobriété, leurs efforts ne suffiraient pas à stabiliser l'augmentation de 2 °C de la température de la planète par rapport aux niveaux préindustriels – seuil recommandé par le Groupe international des experts sur le changement climatique (Giec).

Pour y parvenir, estime l'AIE, il faudrait que ces pays développés réduisent leurs émissions d'au moins 40 % à l'horizon 2030, par rapport au niveau de 2006. Un défi considérable si l'on pense que de 1990 à 2006, avant la crise actuelle, les émissions de CO₂ de l'Union européenne à quinze ont baissé d'un minuscule 2 %. Et que celles des Etats-Unis ont augmenté de 17 % ! Et pourtant, même si les pays développés faisaient cet effort d'ici à 2030, il faudrait, d'autre part, que les autres grandes économies limitent l'augmentation de leurs émissions à 20 %. On n'en prend pas le chemin au vu des rythmes annuels d'accroissement de la Chine (+ 5,9 %), de l'Inde (+ 4,8 %) ou du Brésil (+ 3,5 %) depuis 1990.

Les pays émergents ont évidemment eu, jusqu'à présent, d'autant moins de raisons d'hypothéquer leur croissance économique que les Etats-Unis ont refusé de ratifier le protocole de Kyoto et d'agir pour réduire leurs émissions au plan international. L'arrivée de Barack Obama a marqué un tournant sur ce point par rapport à l'ère Bush, mais la diplomatie américaine continue de conditionner son engagement à celui des autres grandes économies, Chine et Inde en tête.

Face à cette position, les grands pays émergents considèrent, en invoquant les principes inscrits dans la convention de 1992, que s'engager de façon contraignante à réduire leurs émissions compromettrait leurs efforts de lutte contre la pauvreté. Ils affirment en outre faire d'importants efforts pour utiliser efficacement l'énergie et développer des technologies moins polluantes.

Le paradoxe de la situation présente est que les pays les plus riches exigent des pays émergents qu'ils participent à l'effort de baisse des émissions de gaz à effet de serre, tout en élaborant pour eux-mêmes des scénarios qui demeurent bien incertains. Les pays du G8 ont opté pour une réduction de leurs émissions de 80 % en 2050 lors de leur dernier sommet, à LAquila, en juillet 2009, mais se sont révélés incapables de se mettre d'accord sur un objectif suffisamment ambitieux pour 2020 ! Autant dire qu'ils formulent des promesses lointaines, qu'ils n'auront pas à tenir.

Les pays développés doivent donc commencer par montrer leur volonté de changer rapidement leurs modèles énergétiques et assumer leurs responsabilités historiques en aidant les pays en développement, les émergents et les autres, à utiliser dès maintenant les technologies les plus efficaces, au lieu de mettre en œuvre des technologies de base énergivores. Leur devoir est aussi d'accorder les aides nécessaires permettant aux pays en développement d'agir pour protéger leurs populations des effets prévisibles de l'élévation de la température, attendue dans tous les cas. Les populations du Sud devraient en effet en être les principales victimes, qu'il s'agisse des conséquences de la montée du niveau des mers ou de l'extension des zones désertiques. ■

Ph. F.

La qualité sociale et environnementale est un critère d'achat qui monte. Mais de nombreux progrès restent à faire pour que les grands groupes évoluent.

La consommation, un acte citoyen



Alessandro Lanzetta

Marché solidaire de produits agro-écologiques en Equateur. Ces initiatives visent à améliorer les conditions économiques, sociales, nutritionnelles et environnementales des populations locales.

La paire de baskets de marque que vous avez achetée à votre enfant a une chance sur deux d'avoir été fabriquée à Shenzhen, dans le sud de la Chine, dans des ateliers où le temps de travail peut dépasser 80 heures par semaine pour un salaire de moins de 100 euros par mois. La table en bois tropical que vous vous apprêtez à acquérir a une chance sur deux de provenir d'une exploitation illégale qui contribue à la déforestation des forêts tropicales, en Amazonie, en Indonésie ou dans le bassin du Congo, et qui ne respecte pas les droits des populations locales.

Au quotidien, nos actes de consommation contribuent parfois à nourrir

des circuits économiques que nous critiquons en tant que citoyens. C'est pourquoi des associations sont engagées dans deux démarches complémentaires : la première consiste à proposer une offre alternative qui respecte les droits sociaux et l'environnement ; la seconde cherche à faire pression sur les grandes entreprises pour qu'elles modifient leurs pratiques.

Une offre alternative en croissance

Commerce équitable, tourisme solidaire, placements éthiques, agriculture biologique, bois tropical issu de forêts gérées de manière durable..., la liste des alternatives qui permettent de se comporter en consommateur responsable est longue. Et elle continue de s'allonger au fur et à mesure que la demande progresse. En France, le chiffre d'affaires du commerce équitable

est passé de 20 à 240 millions d'euros entre 2002 et 2007. Sur la même période, les ventes de produits bio ont augmenté de près de 50 %. Et le montant de l'épargne placée par les Français dans des produits financiers solidaires a été multiplié par cinq, pour atteindre 1,7 milliard d'euros, un montant à peine entamé par la crise. L'offre alimentaire qui passe par des circuits courts, directement du producteur au consommateur, est aussi en plein développement. Les associations pour le maintien d'une agriculture paysanne (Amap), par exemple, ne peuvent faire face à la demande des consommateurs et sont obligées de constituer des listes d'attente, faute de producteurs et de terres agricoles disponibles près des villes.

Pour autant, rapportées à l'ensemble de notre consommation, ces démarches restent marginales. Ainsi, chaque Français a dépensé en moyenne 32 euros en 2008 pour acheter des produits bio, et moins de 3 euros pour les produits du commerce équitable.

Pression sur les entreprises

C'est pourquoi des organisations non gouvernementales (ONG) mènent une action complémentaire afin de changer les pratiques sociales et environnementales des grands groupes. Certes, ceux-ci ne deviendront jamais aussi vertueux que les ONG le souhaiteraient, mais un petit progrès dans leurs pratiques a un impact important sur le terrain, compte tenu de leur poids économique et social. Pour ce faire, les ONG manient deux leviers : le partenariat et la pression. Par exemple, le collectif Ethique sur l'étiquette lance des campagnes de pétition pour faire pression sur les grandes marques de sport. Il rassemble une quarantaine d'ONG comme Peuples solidaires, Ritimo, Cités unies France et >



Clean Clothes Campaign

Artisans du monde, des syndicats, comme la CFDT et la FSU, et des associations comme Léo Lagrange.

Avec quel succès ? Pour l'instant, la pression des ONG n'a pas modifié en profondeur les pratiques des grandes entreprises. Nike, pourtant la cible des campagnes en raison de son recours au travail des enfants, a vu la part de ses approvisionnements réalisés dans des pays sans liberté syndicale passer de 50 % à près de 70 % depuis la fin des années 1990.

Consommer moins, consommer mieux

Dans ces conditions, comment dépasser les limites actuelles de la consommation citoyenne ? Le premier levier est toujours l'information. Pour choisir un produit de consommation citoyenne ou refuser de cautionner les pratiques des grands groupes, encore faut-il avoir conscience des enjeux, savoir qu'il existe une alternative et la reconnaître dans les rayons. D'où l'importance du travail de sensibilisation permanent des ONG et la structuration de filières alternatives identifiables par des labels comme le Forest Stewardship Council (FSC) pour le bois issu de forêts gérées de manière durable, ou Max Havelaar pour les produits du commerce équitable.

Deuxième levier : sortir du seul registre de la responsabilité. Les consommateurs prêts à changer leur mode de consommation uniquement pour être plus en phase avec leurs valeurs de solidarité ou de respect de l'environnement sont une minorité. Il faut donc ajouter au registre de la responsabilité ceux du plaisir et de l'intérêt. Le premier repose sur le marketing des marques

Manifestation de la Clean Clothes Campaign à Athènes. Ce réseau mène des campagnes pour faire pression sur les marques de sport.

qui vendent les produits alternatifs et sur la qualité de vie que procure, par exemple, le fait d'aller chercher près de chez soi, dans une Amap, un panier de légumes ultra-frais tout en rencontrant d'autres consommateurs devenus des amis. Une convivialité que la grande distribution ne peut offrir.

Le registre de l'intérêt repose, lui, en partie sur la capacité des réseaux de la consommation responsable à articuler le « consommer mieux » au « consommer moins », en amenant chacun à se poser la question plus générale du sens de la consommation. D'un point de vue global, le fait de consommer moins diminue la pression exercée sur l'environnement, au bénéfice d'abord des pays du Sud qui supportent déjà le plus les coûts liés au changement climatique et à l'augmentation des prix des matières premières. D'un point de vue individuel, consommer moins, en s'interrogeant sur l'utilité de ses achats, permet de dégager des marges financières pour consommer mieux, dans des produits bio, équitables ou écolos souvent plus chers à l'achat.

Les pouvoirs publics incontournables

Les pouvoirs publics ont bien entendu un rôle central dans cette dynamique. Au travers de leurs politiques d'achat, d'abord. Les marchés publics – de l'Etat, des collectivités locales, des écoles, des hôpitaux... – représentent près de 12 % du produit intérieur brut (PIB) français. Depuis quelques années, les acheteurs publics ne sont plus obligés de choisir

l'offre la moins chère ; ils ont le droit d'intégrer des clauses sociales et environnementales. Et de choisir ainsi des produits bio pour la cantine scolaire, des produits artisanaux équitables pour les cadeaux de Noël aux personnes âgées, etc. La Commission européenne propose aujourd'hui de rendre à terme obligatoires ces clauses sociales et environnementales. Ce qui constituerait un appel d'air formidable pour les filières économiques qui pourront garantir la meilleure qualité sociale et environnementale.

Au-delà, il est également de la responsabilité des pouvoirs publics d'agir au niveau réglementaire. Les entreprises engagées dans des formes d'exploitation de la forêt labellisées FSC montrent qu'il est possible de mieux payer ses salariés, de protéger les espèces d'arbres les plus menacées et de tenir compte des droits des populations locales. Mais si les Etats ne s'appuient pas sur ces bonnes pratiques pour en faire la norme d'accès au marché, elles resteront une simple niche. Et l'on continuera à constater, comme aujourd'hui, à la fois l'augmentation du nombre d'hectares gérés de manière durable et un niveau de déforestation jamais atteint. D'où l'importance des campagnes de plaidoyer réalisées par les ONG pour faire changer les politiques publiques.

Au final, les démarches de consommation citoyenne peuvent être un levier pour aller vers une économie plus responsable. A condition que les consommateurs n'oublient pas qu'ils sont aussi des citoyens, et que les citoyens n'oublient pas qu'ils sont aussi des consommateurs. ■ **Pascal Canfin**

POUR EN SAVOIR PLUS

Plate-forme pour le commerce équitable : www.commerceequitable.org

Ethique sur l'étiquette : www.ethique-sur-etiquette.org

Association pour un tourisme équitable et solidaire (Ates) : www.tourismesolidaire.org

Artisans du monde : www.artisansdumonde.org

Max Havelaar : www.maxhavelaarfrance.org

Ethiquable : www.ethiquable.com

Bio Equitable : www.bioequitable.org

Crédit Coopératif : www.credit-cooperatif.org

Finansol : www.finansol.org

CCFD-Terre Solidaire : www.ccfid.asso.fr

Les guides pratiques d'Alternatives Économiques Poche :

– « Les placements éthiques et solidaires », n° 35, septembre 2008

– « Le tourisme autrement », n° 33, mars 2008

– « La consommation citoyenne », n° 26, novembre 2006

Sommaires détaillés sur www.alternatives-economiques.fr/poche

LA CCAS ET LE TOURISME SOLIDAIRE

Des agents des industries électrique et gazière, organisés au sein d'associations, s'impliquent dans la solidarité internationale, la CCAS les soutient. De 1994 à 2008, c'est plus de 300 projets d'aide au développement soutenus dans 44 pays du monde. À partir de ces actions, la CCAS et ses partenaires associatifs proposent des voyages aux bénéficiaires des activités sociales :

VOYAGES SOLIDAIRES POUR LES ADULTES ET LES JEUNES

Les voyages solidaires sont construits par les agents solidaires pour des agents en quête de solidarité.

Si le fil conducteur du voyage est l'expression solidaire d'agents porteurs de projets, les voyageurs sont aussi invités à découvrir un pays, son peuple, sa culture, son histoire et parfois à participer à une action collective de solidarité internationale. Mais, le plus important reste la rencontre avec la population locale et une autre manière de comprendre le monde.

La solidarité n'est pas synonyme de don. Voyager solidaire c'est voyager responsable, apprendre de l'autre, s'entraider, agrandir la chaîne solidaire, dans le respect de la population accueillante.

Depuis l'été dernier, la CCAS et ses partenaires proposent également une destination solidaire au Burkina Faso pour les tranches 15-17 ans et d'autres voyages solidaires jeunes devraient voir le jour l'année prochaine. Partir en colo solidaire et s'investir dans un projet d'aide au développement, ça ne concerne pas seulement les adultes !

VOYAGES ASSOCIATIFS

Une action solidaire n'est pas uniquement matérielle. Un travail sur le devoir de mémoire en Pologne sur les sites des camps de concentration nazis ou des rencontres dans des camps de réfugiés palestiniens permettent d'être immergé dans d'autres réalités. Les voyages associatifs sont des circuits proposés par des associations engagées dans ces types d'actions de solidarité internationale et qui font bénéficier de leur expérience aux voyageurs en quête d'investissement personnel ou d'approfondissement des connaissances du monde et de l'histoire de l'humanité.

AUTOTOUR

Comme les voyages solidaires, la formule de l'« autotour » est l'expression de l'engagement solidaire des agents. C'est à partir de leurs actions de solidarité qu'une nouvelle formule est proposée par la CCAS.

Il s'agit de voyager en individuel ou en petit groupe, à la carte, et de composer son propre voyage solidaire à partir des réseaux et des projets des associations soutenues par la CCAS.

Cette formule a été mise en place au Mali, elle doit être étendue à d'autres destinations.

VOYAGES ALTERNATIFS

La CCAS a aussi étendu ses partenariats avec des voyagistes du tourisme solidaire tous membres de l'Association pour le tourisme équitable et solidaire (ATES).

Ils étayent l'offre des voyages solidaires, en France et à l'étranger. Les séjours et thématiques sont variés et l'agent EDF / GDF s'inscrit de manière individuelle auprès du voyagiste.



Caisse Centrale d'Activités
Sociales du Personnel des Industries
Électrique et Gazière

www.ccas.fr

du 14 au 22 novembre 2009 - 12^e édition

La Semaine de la solidarité internationale

« Récession », « crise financière »... aujourd'hui certains parlent même de « désastre économique mondial ». Mais ceux qui vivent dans les pays pauvres n'ont pas attendu la « crise » pour constater les conséquences sociales et environnementales de notre modèle de développement. Ce sont d'ailleurs eux, et les plus fragiles ici, qui souffrent le plus durement de la situation. Pourtant des alternatives existent, ici comme là-bas. Loin de baisser les bras et résistant au repli sur soi, nous sommes des milliers, à l'occasion de **la Semaine de la solidarité internationale** du 14 au 22 novembre, à exprimer notre solidarité et à agir concrètement pour un monde plus juste.



Et pourquoi pas vous ?

Journées à thèmes, conférences, spectacles, projections, marchés solidaires, repas équitables, ateliers, débats, expositions... *la Semaine* est le grand rendez-vous de sensibilisation à la solidarité internationale.

**Qui participe ?
Quelles thématiques ?
Le programme ?**

Toutes les infos sur :

www.lasemaine.org



OSONS LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE!

UN ACTE RÉFLÉCHI ! UN ACTE NÉCESSAIRE !

EN COLLABORATION AVEC



Alternatives
Economiques

AVEC LE SOUTIEN
ET LA PARTICIPATION DE



Et de: Amnesty International, FSU - Fédération Syndicale Unitaire, Oxfam France - Agir ici, Peuples Solidaires, RADSI - Réseau Aquitain pour le Développement et la Solidarité Internationale.

MAIRIE DE PARIS



ile de France

